

Les deux modèles distincts de l'Inde et du Pakistan

Toutes les versions de cet article : [[English](#)] [français]

lundi 30 juin 2025, par [VANAIK Achin](#)

Nous pouvons tous pousser un soupir de soulagement devant ce cessez-le-feu, même si sa durée reste incertaine. Pour évaluer intelligemment l'évolution probable des relations entre l'Inde et le Pakistan, en particulier en ce qui concerne la possibilité d'un conflit armé, il est d'autant plus nécessaire de comprendre les schémas et les dynamiques à l'œuvre dans le passé, qui peuvent expliquer comment nous en sommes arrivés là aujourd'hui.

Sommaire

- [Un duo nucléaire unique en \(...\)](#)
- [Deux tendances](#)
- [L'escalade de l'Inde](#)
- [Pourquoi est-ce dangereux ?](#)

Compte tenu du caractère véritablement unique de l'imbroglio indo-pakistanaï, deux schémas distincts revêtent une importance particulière. Nous devons les mettre en évidence, car ils doivent constituer le point de départ d'une analyse plus approfondie.

Un duo nucléaire unique en son genre

- En 1998, les deux pays se sont ouvertement dotés de l'arme nucléaire après une histoire marquée par des conflits armés majeurs (et pas seulement des escarmouches frontalières). Cela s'est produit à trois reprises : en 1948, 1965 et 1971, seule la dernière ayant abouti à la victoire d'un des deux camps, l'Inde. Aucun autre duo de puissances dotées de l'arme nucléaire n'a connu une telle histoire de guerres territoriales depuis la Seconde Guerre mondiale. Cela vaut indépendamment du fait qu'elles aient ou non accédé à l'arme nucléaire.

Par exemple, le conflit entre l'URSS et la Chine s'est limité à des escarmouches frontalières le long de la rivière Oussouri, mais il a finalement été résolu pacifiquement en 2003. Contrairement au Cachemire, qui est un élément central du conflit entre l'Inde et le Pakistan, le différend autour de l'Oussouri était davantage le reflet d'un conflit sino-soviétique antérieur. Une fois ce conflit terminé, le différend frontalier a été facilement résolu.

- Aucun autre duo de pays opposés dotés de l'arme atomique n'a connu un état de guerre latente aussi long (78 ans aujourd'hui) et qui ne montre aucun signe de fin.

- Aucun autre duo n'a jamais été engagé dans un conflit armé territorial direct au cours duquel les deux parties se sont préparées à l'utilisation effective de l'arme nucléaire. C'est pourtant ce qu'ont fait les deux voisins sud-asiatiques en 1999 et lors de la confrontation de 2019. Dans ce dernier cas, ce fut à la suite d'un attentat suicide qui a tué plus de 40 paramilitaires indiens au Jammu-et-Cachemire ; l'histoire est racontée par le secrétaire d'État Mike Pompeo dans ses mémoires « Never Give an Inch » (« Ne cédez jamais d'un pouce »).

- Après un attentat à la bombe contre le Parlement indien le 26 novembre 2001 par un groupe basé au Pakistan, dans lequel neuf personnes ont péri à l'extérieur du bâtiment, il y a eu une mobilisation massive de plus d'un million de soldats armés des deux côtés de la frontière pendant sept mois (de décembre 2001 à juin 2002) jusqu'à ce qu'elle ne soit abandonnée. Depuis 1945, il n'y a jamais eu, en temps de paix, une confrontation aussi importante et prolongée entre des forces armées.

Gardant à l'esprit l'évolution des relations entre les deux pays, examinons maintenant deux tendances clés. L'une est assez constante, tandis que l'autre reflète une dégénérescence progressive, en particulier depuis l'accession au pouvoir de Modi en 2014.

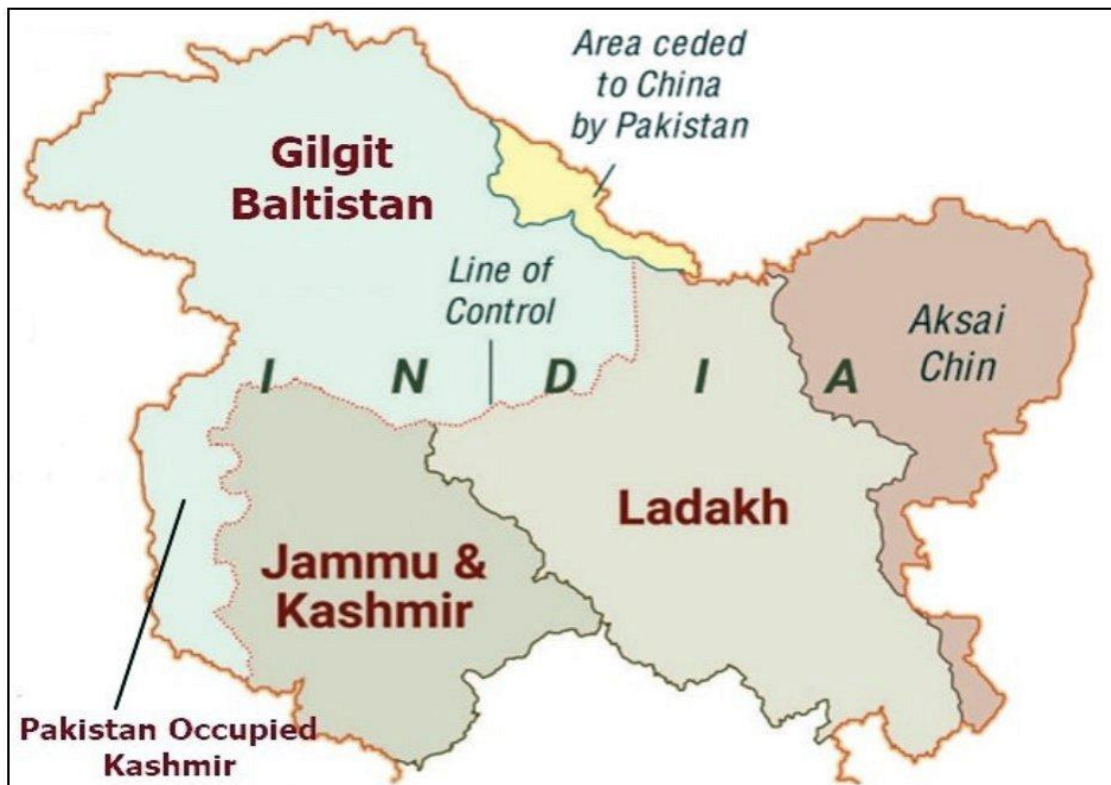
Deux tendances

Depuis l'indépendance des deux pays, des tiers (généralement, mais pas uniquement, les États-Unis) ont joué à plusieurs reprises un rôle important, voire décisif, pour stopper ou empêcher une nouvelle escalade des hostilités.

À tout le moins, cette médiation a eu un effet positif et modérateur sur les dirigeants des deux gouvernements. Cela leur a permis de « sauver la face », car le fait de plier ne pouvait être considéré comme résultant de la « domination » du camp adverse. En 1948, ce sont les Nations unies qui sont intervenues. La guerre de 1965 a pris fin en janvier 1966 à Tachkent, où le tracé antérieur de la Ligne de contrôle a été rétabli. Dans ce cas, le Pakistan a accepté l'URSS comme médiateur. Le Pakistan a été choqué par le fait que, bien que membre de l'Organisation du Traité central (CENTO), les États-Unis aient imposé un embargo sur les armes aux deux pays alors même que l'Inde n'était pas un allié des États-Unis à l'époque. En 1999 et 2019, alors que les deux États étaient engagés dans la mise en œuvre de leurs équipements nucléaires, les États-Unis ont exercé des pressions en coulisses. Et lors de cette dernière confrontation à la suite de l'attentat de Pahalgam, Trump a annoncé le 10 mai 2025 qu'un cessez-le-feu avait été conclu, avant même qu'il ne soit annoncé à New Delhi et à Islamabad.

Mais croire qu'une telle intervention extérieure « permettra toujours de « se titrer d'affaire » est dangereusement irréaliste.

La dissuasion ne doit pas être perçue comme la simple constatation du fait que les armes nucléaires ont un effet dissuasif. Oui, elles l'ont. Mais la dissuasion est autre chose. Il s'agit d'une théorisation, d'une rationalisation, d'une croyance irrationnelle selon laquelle une grande peur garantira que votre adversaire agira toujours comme vous le souhaitez. La réalité est que vous ne pouvez jamais contrôler entièrement les circonstances dans lesquelles votre adversaire prend ses décisions.



L'autre tendance est est moins caractérisée par sa cohérence que par son caractère dégénératif. La question du Cachemire est au cœur du conflit entre l'Inde et le Pakistan. Jusqu'à l'arrivée au pouvoir du gouvernement Modi, les deux États ont traité cette question comme une question purement bilatérale.

Ce à quoi aspirent les habitants du Jammu, du Cachemire et du Gilgit-Baltistan [1] pour leur avenir politique n'a jamais été considéré de façon sérieuse, pour autant qu'il l'ait jamais été. Il n'y a jamais eu de référendum, même consultatif, dans aucune partie de la région, et encore moins dans l'ensemble de celle-ci, pour connaître l'opinion de la population. Aucun des deux États n'a jamais respecté leur droit à l'autodétermination.

Du côté pakistanais, à l'exception d'une brève période après sa partition en 1971-1972 [2], l'armée a toujours été l'autorité ultime, soit ouvertement, soit en arrière-plan d'un régime civil. Cela s'est traduit par divers degrés de liberté, d'autorité et de pouvoir. L'armée pakistanaise a instauré une stabilité durable dans sa partie du Cachemire grâce à une répression constante des militant.e.s, des étudiant.e.s, des travailleurs et des journalistes. Elle réduit au silence ceux qui osent simplement revendiquer leurs droits et réclamer justice.

Depuis sa fondation, la trajectoire politique de l'Inde a été différente. Elle a été établie constitutionnellement comme une démocratie libérale dotée d'un fédéralisme asymétrique qui apparaît notamment dans les pouvoirs autonomes accordés légalement au Jammu-et-Cachemire.

La dégradation continue de cette autonomie, accompagnée d'une série d'élections régionales et locales truquées, aont progressivement créé une aliénation profonde et généralisée, en particulier dans la vallée du Cachemire. [3] Cela a conduit à une turbulence politique beaucoup plus importante et à une colère générale contre le centre.

Des centaines de milliers de membres des forces armées (police, paramilitaires, armée) ont dû être déployés pour faire face aux « anti-nationaux » armés, locaux ou étrangers. Selon les estimations officielles, ils étaient plusieurs milliers au plus fort de la crise au début des années 2000 ; aujourd'hui, il n'en reste que quelques centaines.

Mais leur vivier de recrutement, tant au Pakistan qu'au Cachemire occupé par l'Inde, est beaucoup plus vaste. Cela exprime de soi-même l'ampleur de la désaffection populaire. Les troubles au Jammu-et-Cachemire sont d'origine interne. Cela permet à des groupes pakistanais d'y pêcher pour servir leurs propres objectifs dévastateurs.

L'escalade de l'Inde

Si la situation était déjà grave, l'arrivée de Modi a entraîné deux changements décisifs. Premièrement, il a annulé de manière anticonstitutionnelle l'article 370. En décembre 2023, la Cour suprême a honteusement justifié cette abrogation en se fondant sur la dissolution de l'assemblée constituante du Jammu-et-Cachemire en 1957. L'article 370, qui garantissait le statut d'autonomie du Cachemire, est donc devenu lettre morte.

Modi a clairement fait savoir à tout le monde que les revendications de l'Hindutva [\[4\]](#) primaient sur la Constitution pour le peuple du Jammu-et-Cachemire, qui en est la principale victime. De plus, contrairement à ses prédécesseurs politiques, il a définitivement clos toute possibilité de discussion sérieuse, et *a fortiori* de négociation avec le Pakistan sur cette question fondamentale.

En 2016, après l'épisode d'Uri, au cours duquel un groupe de combattants transfrontaliers a attaqué un camp de l'armée indienne au Jammu-et-Cachemire, New Delhi a riposté en envoyant son propre groupe armé attaquer un camp de l'armée pakistanaise. Qualifiée de « frappe chirurgicale », cette opération allait bien au-delà des escarmouches frontalières habituelles. En tant que réponse militaire officielle à l'action d'un acteur non étatique, cet acte constituait une violation du droit international. L'attaque était en quelque sorte un seuil décisif, et les autorités indiennes ont pris soin d'utiliser le terme « légitime défense anticipée » plutôt que « légitime défense préventive ». Ce dernier terme est plus proche de ce qui est autorisé par les lois définissant la guerre entre États ; il n'aurait pas résisté à l'examen international.

En février 2019, un attentat suicide commis par un jeune du Cachemire formé et armé par le Jaish-e-Mohammed (JeM) de l'autre côté de la frontière a tué plus de 40 miliciens . Cette fois-là, le gouvernement indien est allé encore un pas plus loin.

Des combats aériens ont éclaté entre les deux pays le long de la frontière, tandis qu'un bombardement aérien au cœur du territoire pakistanais, visant un camp présumé du JeM, a été mené avec succès. C'était la première fois qu'une puissance nucléaire menait une campagne de bombardements au cœur du territoire d'une autre puissance nucléaire, et ce en réponse aux actions d'un acteur non étatique.

Aggravant encore cette spirale d'actions et de réactions militaires, le gouvernement Modi a annoncé que toute attaque terroriste telle que celle qui vient de se produire à Pahalgam serait considérée comme un « acte de guerre ». Cela est non seulement contraire au droit international, mais si cette décision est appliquée, elle augmentera considérablement le risque et le danger d'une guerre conventionnelle à grande échelle, voire totale. Avec un nombre de

victimes civiles beaucoup plus élevé et le recours à la terreur d'État des deux côtés, les risques de franchir le Rubicon nucléaire sont encore plus grands.

Ce qui rend la situation encore plus périlleuse, c'est la manière dont le chauvinisme communautaire et nationaliste est attisé par les « experts stratégiques » et les médias des deux pays. Une partie des médias indiens a approuvé la réponse d'Israël à l'attaque du Hamas du 7 octobre.

Cette approbation implicite de la voie génocidaire empruntée par les gouvernements Netanyahu est moralement et politiquement choquante. Le Hamas et le Front de résistance ont tous deux mené des attaques terroristes qui doivent être condamnées sans équivoque. Mais en refusant de qualifier de terrorisme les opérations barbares perpétrées à Gaza, le gouvernement indien et ses médias « serviles » contribuent à la campagne terroriste d'Israël.

Pourquoi est-ce dangereux ?

Ne dramatisez pas la situation. La réponse à une attaque terroriste non étatique (une action militaire de faible intensité) ne doit pas conduire à une guerre non déclarée entre deux États, avec un risque d'escalade vers un génocide.

Poursuivez les coupables ; rendez publiques les preuves que vous avez contre ceux que vous considérez comme les responsables ; exigez le soutien international pour une enquête dans laquelle le pays d'origine des terroristes présumés doit apporter son plein appui.

Si le gouvernement pakistanais, par exemple, ne s'y conforme pas, il faut alors le différencier de la population pakistanaise et prendre des mesures punitives de nature diplomatique, politique et économique qui touchent le gouvernement et non la population.

Soyons clairs, l'État pakistanais soutient effectivement des actes terroristes commis par des groupes non étatiques. Mais cela reste différent des actes terroristes perpétrés par les appareils de l'État lui-même. Le soutien signifie que même si les appareils de l'État apportent un soutien important à ces groupes, ceux-ci disposent d'une autonomie significative pour décider quand, où et comment ils décident de mener à bien certaines opérations.

Dans le cas du Pakistan, ces groupes sont presque tous islamistes, ce qui signifie que des interprétations particulières des doctrines et des croyances religieuses sont au cœur de leur idéologie et de leur motivation. Parmi celles-ci, on peut citer la volonté de devenir martyrs en mourant et la conviction que leur cause finira par triompher par la grâce du Tout-Puissant.

Le fond de la question ici est simple. Il ne faut pas supposer que le gouvernement pakistanais peut garantir catégoriquement qu'il n'y aura pas d'attaques terroristes transfrontalières à l'avenir, même s'il fait tout son possible. Il pourrait très bien y avoir une autre attaque, voire plusieurs, à l'avenir.

Dans ce cas, que va donc faire New Delhi ? Doit-elle recourir à une guerre à grande échelle en mobilisant ses armes contre le Pakistan ? Le déséquilibre en termes de puissance militaire signifie que, même si rien n'est certain, il est plus probable que l'Inde puisse mener à bien des prises de contrôle territoriales significatives au Pakistan que l'inverse.

Le Pakistan a déjà rendu publiques ses lignes rouges stratégiques. Si les forces indiennes avancent au-delà de ce que le Pakistan, et non l'Inde, considère comme trop avancé, le Pakistan envisagera l'utilisation d'armes nucléaires tactiques sur son propre territoire. De son côté, l'Inde a clairement indiqué que toute attaque nucléaire contre ses forces, quel que soit l'endroit où elle aurait lieu, entraînerait l'utilisation de ses propres armes nucléaires.

Bien sûr, ces scénarios apocalyptiques sont purement spéculatifs. À l'ère nucléaire, il est extraordinaire que nous ayons affaire des deux côtés à des décideurs et des faiseurs d'opinion qui expliquent à quel point l'autre camp est méchant. Ils expliquent comment nous pouvons et devons donner à l'autre camp des leçons militaires d'une sorte ou d'une autre.

Plus que jamais, l'heure est venue pour les voix de la raison d'appeler à la fin du chauvinisme religieux et du nationalisme orgueilleux. Ce qu'il nous faut au contraire, c'est établir durablement un processus de dialogue et de négociations entre l'Inde et le Pakistan. Et surtout, nous devons écouter les populations du Jammu, du Cachemire et du Gilgit-Baltistan.

Achin Vanaik

P.-S.

- Traduit pour ESSF par Pierre Vandevoorde avec l'aide de DeepLpro.

Source - Against the Current n° 237, juillet/août 2025 :

<https://againstthecurrent.org/atc237/india-pakistans-two-patterns/>